

United Nations

Nations Unies

UNRESTRICTED

SECURITY
COUNCIL

CONSEIL
DE SECURITE

S/1043
18 octobre 1948
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

Dual distribution

LETTRE EN DATE DU 18 OCTOBRE 1948, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LE REPRESENTANT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE D'ISRAEL,
CONCERNANT UNE VIOLATION DE LA TREVE QUI AURAIT ETE COMMISE PAR LES
FORCES EGYPTIENNES.

Paris, le 18 octobre 1948.

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement provisoire d'Israël, d'appeler
l'attention sur une violation grave de la trêve, commise par les forces
égyptiennes dans le Negev, à la suite de laquelle un combat général se
déroule dans cette région.

1. Le 25 juin, pendant la première trêve, le Médiateur a décidé que
le passage de convois juifs vers les colonies qui se trouvent dans le
Negev était conforme aux conditions de la trêve. La décision du Médiateur
disait en substance:

"Si la trêve sert de prétexte pour affamer les colonies juives
du Negev pendant quatre semaines sans risques normaux d'opérations
militaires, ce serait évidemment un avantage militaire pour les
Egyptiens et un désavantage pour les Juifs, ce qui serait contraire à
l'esprit de la trêve." (S/856).

2. Au cours de la première semaine de la seconde trêve, qui a commencé
le 18 juillet, les forces égyptiennes ont occupé une position au sud de
Karatiyeh, le long de la route Majdal-Faluja, dans le dessein d'isoler le
Negev israélien, avec ses vingt-cinq colonies juives, de tout contact avec
le nord. Il y a eu ainsi croisement entre l'itinéraire des convois israéliens
allant vers le sud depuis Karatiyeh, et la ligne égyptienne se dirigeant
vers l'ouest. Les convois israéliens ont essuyé, à plusieurs reprises, le
feu des forces égyptiennes et ont dû être interrompus. Comptant sur
l'intervention efficace des Nations Unies, les forces juives n'ont pris
aucune mesure de représailles contre les convois égyptiens allant de l'est
à l'ouest, bien qu'elles eussent pu le faire aisément.

3. L'opinion du Gouvernement d'Israël qui affirmait que l'obstacle
dressé contre les convois juifs constituait une violation de la trêve, a été

soutenue par la Commission centrale de surveillance de la trêve, le 11 septembre (affaire n° 12), et approuvée par le Comte Bernadotte, le 14 septembre. Dans cette décision, le Médiateur a déclaré que les forces israéliennes devaient pouvoir utiliser la route "sans être entravées par les forces arabes, entre 3 heures et 9 heures GMT chaque jour, et à aucun autre moment, en vue de transporter le ravitaillement et le personnel autorisés aux termes de la trêve, en direction et en provenance des colonies israéliennes du sud." De même, il était stipulé que les convois égyptiens pouvaient utiliser la route pendant six heures, dans l'après-midi. Le Comité de la trêve poursuivait en ces termes: "il ne saurait admettre l'attitude adoptée par l'armée égyptienne, selon laquelle la question de l'utilisation d'itinéraires de ravitaillement dans cette région ne doit pas être résolue avant le retrait des forces israéliennes des villages de Hatta et Karatiyeh." La Commission de la trêve avait décidé auparavant (affaire n° 11) que les forces israéliennes avaient le droit d'occuper ces deux villages.

4. Le 7 octobre, le colonel Baruch, de l'Etat-major général israélien, a adressé la lettre suivante au Chef d'Etat-major du Médiateur:

"Le 11 septembre, la Commission centrale de surveillance de la trêve a prononcé sa décision au sujet de la route Faluja-Karatiya (affaire n° 12) confirmant la décision prise par le Général Lundstrom, le 18 août, qui permettait à chaque partie d'utiliser la route pendant 6 heures par jour.

"Le 14 septembre, cette décision a été approuvée par feu le Comte Bernadotte et communiquée aux parties intéressées. Bien que trois semaines se soient écoulées depuis lors, nous n'avons pas encore eu connaissance de la réponse égyptienne.

"Les Egyptiens continuent à utiliser cette route pendant vingt-quatre heures par jour, au mépris de la décision des Nations Unies, qui stipulait qu'ils devaient l'utiliser de dix heures à seize heures GMT, et à aucun autre moment. Nous soutenons donc que des mesures doivent être prises pour mettre fin à cette circulation illicite et nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous faire connaître votre opinion à ce sujet."

5. Etant donné la décision mentionnée dans l'affaire n° 12, il est évident que toute obstruction faite par les forces égyptiennes au passage des convois juifs en direction du Negev, via Karatiyeh, constitue une violation de la trêve et un refus d'observer la décision du Médiateur. Accepter cette obstruction serait également incompatible avec les termes de la résolution

adoptée par le Conseil de sécurité, le 19 août, puisqu'un tel acquiescement permettrait à l'Egypte de "retirer un avantage militaire et politique de la violation de la trêve".

6. Les représentants des Nations Unies ont ordonné à plusieurs reprises, aux autorités égyptiennes de permettre le passage des convois des deux côtés de la route Majdal-Faluja. Il est évident, toutefois, qu'ils ont été incapables de forcer les Egyptiens à observer la décision du Médiateur au sujet de l'affaire n° 12.

7. Le 15 octobre, les autorités militaires israéliennes ont envoyé un convoi en direction du sud par la route autorisée et pendant les heures qui leur avaient été affectées par la décision du Médiateur, après en avoir dûment donné notification au Chef d'Etat-major des Nations Unies. Dans cette

notification, le représentant du Gouvernement d'Israël s'exprimait ainsi :

"Le 11 septembre, la Commission centrale de surveillance de la trêve a formulé, au sujet de la route de Karatiych, une décision approuvée le 14 septembre par feu le Comte Bernadotte. Bien que plus d'un mois se soit écoulé, aucune réponse égyptienne n'a été publiée. Nous avons demandé avec insistance et à multiples reprises que l'Egypte soit enfin mise en demeure de faire savoir si elle acceptait ou rejetait la décision du Médiateur. Pendant ces deux mois, la Mission des Nations Unies a été apparemment paralysée par l'intransigeance égyptienne et une situation intolérable a pu se prolonger sans que remède y soit porté. Dans ces conditions, le Chef de la section de l'Etat-major général m'a donné pour instructions de porter à votre connaissance qu'un convoi serait envoyé demain; dans les limites de l'horaire stipulé par la décision de la Commission centrale de surveillance de la trêve. Puis-je vous rappeler à ce propos que la circulation des Egyptiens s'effectue 24 heures par jour au défi de la décision des Nations Unies qui stipule qu'elle n'est autorisée que 6 heures par jour."

8. Le convoi envoyé le 15 octobre se composait de 16 camions : il a été violemment attaqué par d'importantes forces égyptiennes au sud de Karatiych. Deux camions ont été détruits, plusieurs ont été endommagés et il y a eu des victimes. Le même après-midi, à 14 heures, plusieurs convois qui circulaient entre les colonies juives du Negev ont été attaqués par des spitfires égyptiens dans la zone de Dorot et Ruhama. D'importants combats sont actuellement en cours par suite de ces opérations égyptiennes. Les colonies de Dorot et de Ruhama avaient été précédemment bombardées par l'artillerie et par l'aviation au cours de l'activité offensive égyptienne des dix premiers jours d'octobre. Le représentant du Gouvernement provisoire d'Israël a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur ces événements, le 14 octobre (S/P.V./365, pp.61-62).

9. Il est clair que, si les Egyptiens étaient parvenus à intercepter le convoi du 15 octobre, ce succès aurait eu les effets les plus graves et les plus profonds. Cela aurait perpétué l'avantage militaire obtenu par les Egyptiens à la suite d'une violation de la trêve; en un moment où certains appuient des revendications illégitimes sur cette partie du territoire d'Israël, l'illusion d'une force d'invasion arabe exerçant le contrôle effectif des communications dans ce secteur, aurait pu être interprétée comme donnant à ces forces certains droits formels obtenus à la suite d'une violation de la trêve. Ainsi interprétée, l'action égyptienne aurait conduit à obtenir un avantage politique résultant d'une violation de la trêve.

10. Le 16 octobre, le Gouvernement provisoire d'Israël a fait la déclaration suivante aux représentants du Médiateur :

"Etant donné les attaques terrestres et aériennes continues lancées par les Egyptiens contre les colonies juives du Negev et le refus obstiné des autorités égyptiennes de respecter la décision de la Commission centrale de surveillance de la trêve, relative à l'affaire n° 12, toutes circonstances qui ont eu pour résultat extrême une attaque de grande envergure contre les convois juifs circulant sur la route de Karatiych le 15 octobre, dans les limites de l'horaire prescrit par cette décision, le Gouvernement provisoire d'Israël ne peut prendre sur lui d'ordonner la suspension des opérations dans ledit secteur tant qu'il n'aura pas obtenu du Chef d'Etat-major l'absolue garantie que les Egyptiens autoriseront, sans y apporter d'entraves, l'écoulement du trafic en direction et en provenance du Negev et qu'il ne se produira plus de nouvelles attaques égyptiennes contre les colonies, les positions et les communications juives."

11. Au moment où je rédige les présentes, le Gouvernement provisoire d'Israël n'a reçu aucune information sur les intentions égyptiennes à cet égard. Le 17 octobre, le Médiateur par intérim a transmis au Ministre des affaires étrangères d'Israël une proposition tendant à la cessation du feu pendant une période de trois jours sur les positions tenues actuellement, période pendant laquelle on pourrait discuter toutes les questions relatives à la paix et à la sécurité dans le Negev. Cette proposition a été dûment communiquée au Gouvernement provisoire d'Israël. Le Conseil de sécurité et le Médiateur par intérim seront tenus au courant de tout nouvel élément d'information qui nous parviendrait.

(signé) Aubrey S. Eban

Représentant du Gouvernement provisoire d'Israël
à l'Organisation des Nations Unies